

Le gouvernement du Sri Lanka (GSL) a pris des mesures positives, qui ont amélioré sur des points importants la situation des droits de la personne. Il coopère avec les organisations humanitaires internationales pour faire parvenir leurs secours aux populations déplacées par le conflit et, en décembre 1995, il a levé la censure imposée aux médias locaux. Un certain nombre de préoccupations persistent: les violations des droits de la personne ont beaucoup diminué, mais il s'en commet encore dans le Nord et l'Est. Les LTTE en portent la principale responsabilité, y compris en ce qui concerne le meurtre de civils innocents.

Alors que le GSL accomplit des progrès lorsqu'il s'agit de protéger les libertés civiles de sa population, le bilan des LTTE à ce chapitre est totalement inacceptable. Malgré la chute de Jaffna, les Tigres continuent leurs attaques de guérilla, employant des enfants comme poseurs de bombes-suicides contre les camps et les convois militaires. Ces actes méprisables continuent à faire partie de la campagne terroriste que mènent les LTTE: assassinats politiques, exécutions sommaires, emploi de civils comme boucliers humains, recrutements forcés, et conscription d'enfants et enlèvements de civils dans les régions « frontières ». En outre, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont cherché abri dans les régions du Nord encore sous le contrôle des LTTE sont empêchés par ces derniers de regagner leur domicile à Jaffna.

POSITION CANADIENNE

Le Canada est l'un des pays qui s'occupent le plus activement des droits de la personne au Sri Lanka depuis le milieu des années 1980, oeuvrant de manière constructive pour soutenir les organismes de défense des droits de la personne et leurs initiatives sur le terrain, tout en attirant l'attention des forums multilatéraux de droits de la personne sur la situation au Sri Lanka. À la Commission des droits de l'homme, le Canada a pris l'initiative de rédiger des déclarations du président de la Commission sur la situation des droits de la personne au Sri Lanka.

Le Canada s'inquiète de voir perdurer à Sri Lanka le conflit ethnique qui a déjà fait plus de 50 000 morts depuis 23 ans. Le GSL semble en bonne voie de résoudre cette crise nationale. Nous devons cependant demeurer vigilants dans nos efforts pour faire en sorte que les préoccupations relatives aux droits de la personne demeurent prioritaires dans l'approche en trois volets (campagne militaire, train de mesures politiques, et développement et redressement économiques) pour mettre fin à cette guerre. Il faudrait que la communauté internationale exerce de fortes pressions sur les LTTE pour qu'ils cessent leurs activités terroristes et prennent place à la table des négociations. Ce dernier objectif risque d'être problématique, le chef des LTTE, Vellupillai Prabhakaran, ayant dit à plusieurs occasions qu'il refusait tout compromis sur la création d'un État tamoul indépendant, l'« Eelam ».